

---



# Baromètre des réformes de François Hollande



Présent à Paris et Bruxelles, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant. Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes et organise des conférences-débats et des séminaires sur ses thèmes d'études. L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de solutions innovantes et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

#### Paris

20, rue Laffitte | F-75 009 Paris  
Tel | +33 (0)1 49 49 03 30  
Fax | +33 (0)1 49 49 03 33

#### Bruxelles

Rue de la Fauvette, 92 | B-1180 Bruxelles  
Tel | +32 (0)2 374 23 13  
Fax | +32 (0)2 358 56 48

[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org) | [info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)

---

#### Réalisation

Jean-Thomas LESUEUR | Délégué général  
Morgane VALLAUD, Sébastien MASTEAU | Chargés de mission

---



# Baromètre des réformes de François Hollande

2<sup>ème</sup> livraison

Mai 2013

---



---

## | Table des matières

---

### | Introduction

État critique...	8
------------------	---

### | Les réformes en un clin d'œil

Le récapitulatif des notes	10
----------------------------	----

### | Analyse

1   Après un an, plus de 750 engagements pris	14
2   Rythme des réformes : un activisme en trompe-l'œil	16
3   Réformes entreprises : encore peu de résultats	17
4   Reculs, abandons et retards : Les ratés de la réforme	18
5   Nouvelles instances publiques, rapports et commissions d'experts	19
6   Jeunesse et outre-mer : signaux faibles sur les électorats cibles de François Hollande	20
7   Famille : la cassure	21
8   Emploi, santé, éducation, retraites : inquiétudes fortes sur les principales attentes des Français	22
9   Entreprises, finances publiques, fiscalité : la cote d'alerte est atteinte	23
10   Europe : la France en sourdine et le couple franco-allemand menacé	24

### La réforme en 30 thèmes

Agriculture, pêche et chasse   La PAC, et après ?...	26
Banque, épargne et crédit   Haro sur la finance !	26
Culture et communication   Calme (très) plat	26

Décentralisation   Acte III ? Quel Acte III ?!...	27
Défense   A la diète !	27
Dialogue social   A (tout) petits pas...	27
Économie numérique   Ça cogite !	28
Éducation   C'était pourtant une priorité !	28
Emploi   Une politique inefficace	28
Enseignement supérieur   Vieilles recettes et manque d'ambitions	29
Entreprises   Le grand va-et-vient	29
Environnement et énergie   Des choix irréalistes	29
Europe   En maintenant, on fait quoi ?	30
Famille   Une politique familiale pour qui ?	30
Finances publiques   Attention danger !	30
Fiscalité   Le coup de matraque	31
Immigration et laïcité   Nouvel angélisme ?	31
Institutions et vie politique   La « présidence normale » en peau de chagrin	31
Jeunesse et sport   Manque de souffle	32
Justice   Politique de gauche	32
Logement   L'entêtement dans les solutions inefficaces	32
Outre-mer   Ne pas décevoir	33
Politique de la ville   Que faut-il attendre du « tout public » ?	33
Politique étrangère   Pâle diplomatie	33
Recherche et innovation   Recherche idées désespérément	34
Réforme de l'État   Immobilisme à tous les étages	34
Retraites   La bombe à retardement	34
Santé   Petite forme	35
Sécurité   Du pain sur la planche	35
Transport   Le train-train...	35

## | Méthodologie

1   Définitions : promesses, annonces, engagements	38
2   Le corpus	38
3   Les Tableaux des engagements de François Hollande	39
4   Suivi et statuts des engagements	40
5   Le système de notation	41

# | Introduction

---

Retrouvez l'ensemble des résultats sur [www.barometrehollande.com](http://www.barometrehollande.com)



## | État critique...

Drôle d'anniversaire pour François Hollande : sondages en berne, croissance à plat, chômage en hausse, fermetures d'usines, affaire Cahuzac, coup de froid sur la relation franco-allemande... **On se demande si on pouvait imaginer situation plus difficile après seulement un an à l'Élysée.**

Le président s'efforce pourtant d'afficher sa sérénité, répète qu'il sait où il va et qu'il s'agit maintenant de « tenir bon ». Pourtant, sondage après sondage, **les Français ne semblent pas seulement rejeter la politique du chef de l'État, mais doutent de sa capacité même à gouverner le pays.**

Alors qu'en est-il vraiment ? **Le président tient-il les promesses du candidat ? Met-il en œuvre le programme pour lequel les Français l'ont élu – ces mêmes Français qui le contestent aujourd'hui ? Les réformes avancent-elles ? Et vont-elles dans le bon sens ?**

C'est pour répondre à ces questions que l'Institut Thomas More publie aujourd'hui le **2e Baromètre des réformes de François Hollande...**

Ce Baromètre, qui paraît tous les six mois, est un **outil de veille et de suivi** des réformes du président :

### | Un état des lieux des 768 engagements recensés

- > Avec l'ensemble des **517 promesses** de campagne et des **251 nouvelles annonces** faites depuis un an
- > Le tout classé en **30 thèmes d'action**

### | Une évaluation de la performance obtenue sur chacun des 30 thèmes d'action

- > Pour chaque thème, une **note globale sur 20** établie à partir de 3 indicateurs : l'état d'avancement de l'engagement, la pertinence de l'engagement, l'impact de l'engagement
- > Pour chaque thème, **une analyse synthétique** de la politique de réforme conduite depuis un an

### | Une analyse générale de la politique conduite depuis un an

- > Une **note générale sur 20** établie à partir des 30 notes thématiques, qui donne une vue d'ensemble de la performance réalisée
- > Une **analyse globale** de la politique de réforme

| L'ensemble des données du 1er Baromètre des réformes de François Hollande est disponible sur [www.barometrehollande.com](http://www.barometrehollande.com)

| Pour les définitions et le mode de notation, voir la Méthodologie p. 37 | Le 2e Baromètre des réformes de François Hollande est basé sur des chiffres arrêtés au 27 avril 2013



## | Les notes en un clin d'œil

---

Retrouvez l'ensemble des résultats sur [www.barometrehollande.com](http://www.barometrehollande.com)

## Baromètre des réformes de François Hollande | Mai 2013

### Les notes en un clin d'œil

	Etat d'avancement	Pertinence	Impact	Note
1   Agriculture pêche et chasse	8,50	14,50	8,50	<b>10,50</b>
2   Banque, épargne et crédit	11,00	4,50	2,50	<b>6,00</b>
3   Culture et communication	8,50	9,00	5,50	<b>7,50</b>
4   Décentralisation	11,50	9,50	5,00	<b>8,50</b>
5   Défense	9,00	11,50	7,00	<b>9,00</b>
6   Dialogue social	10,50	5,50	4,50	<b>7,00</b>
7   Economie numérique	10,00	12,50	7,50	<b>10,00</b>
8   Education	12,50	6,50	3,50	<b>7,50</b>
9   Emploi	10,50	8,00	4,50	<b>7,50</b>
10   Enseignement supérieur	11,50	10,00	4,50	<b>8,50</b>
11   Entreprises	10,00	8,00	5,00	<b>7,50</b>
12   Environnement et énergie	8,00	4,50	4,50	<b>5,50</b>
13   Europe	6,50	9,00	5,50	<b>7,00</b>
14   Famille	10,50	1,50	1,50	<b>4,50</b>
15   Finances publiques	8,00	2,50	2,50	<b>4,50</b>
16   Fiscalité	11,50	2,00	1,50	<b>5,00</b>
17   Immigration et laïcité	10,50	4,50	3,50	<b>6,00</b>
18   Institutions et vie politique	9,00	8,50	5,50	<b>7,50</b>

## Baromètre des réformes de François Hollande | Mai 2013

### Les notes en un clin d'œil

	Etat d'avancement	Pertinence	Impact	Note
19   Jeunesse et sport	8,50	9,50	5,50	<b>8,00</b>
20   Justice	10,50	10,00	5,50	<b>8,50</b>
21   Logement	10,50	7,50	5,50	<b>8,00</b>
22   Outre-mer	8,50	12,50	8,00	<b>9,50</b>
23   Politique de la ville	10,50	7,00	3,50	<b>7,00</b>
24   Politique étrangère	9,00	11,50	5,00	<b>8,50</b>
25   Recherche et innovation	11,00	6,00	5,00	<b>7,50</b>
26   Réforme de l'Etat	11,00	6,50	3,50	<b>7,00</b>
27   Retraites	10,50	5,00	1,50	<b>5,50</b>
28   Santé	11,50	7,00	4,50	<b>7,50</b>
29   Sécurité	13,00	10,50	8,00	<b>10,50</b>
30   Transports	10,50	7,50	5,00	<b>7,50</b>
<b>Moyenne (arrondie)</b>	<b>10,00</b>	<b>8,00</b>	<b>5,00</b>	<b>7,50</b>

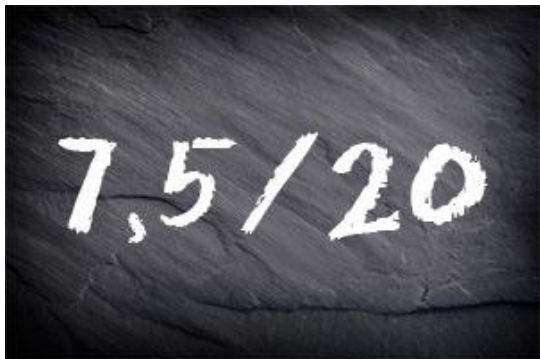


---

## | Analyse

---

Retrouvez l'ensemble des résultats sur [www.barometrehollande.com](http://www.barometrehollande.com)



C'est un record : avec moins d'un quart d'opinion favorable dans les sondages, **François Hollande est le président le plus impopulaire de la Ve République, après seulement un an à l'Élysée.** Massivement rejeté par l'électorat traditionnel de la droite, qui accepte mal la réforme du « mariage pour tous », il est harcelé sur sa gauche, y compris jusque dans son propre parti.

Il a beau dire qu'il sait « où il va » et qu'il tient son cap, les couacs, les va-et-vient et les flottements ne se comptent plus depuis un an. **Les Français sentent la grande fébrilité de la politique conduite, qui devient anxiogène dans le contexte de crise économique et sociale que le pays traverse.** C'est la capacité même à gouverner qui est mise en doute.

Un an après son accession au pouvoir, le Baromètre des réformes de François Hollande donne **des clés pour comprendre cet état de fait spectaculaire et inédit.** Décryptage...

## 1 | Après un an, plus de 750 engagements pris...

Pendant tout le temps de la campagne présidentielle, François Hollande s'était efforcé de ne pas « trop promettre ». Cherchant à se distinguer à tout prix de Nicolas Sarkozy, il voulait imposer l'image d'un candidat réaliste et raisonnable, qui ne promettait « pas la lune aux Français ». Dès le 26 janvier 2012, il présentait ses « **60 engagements pour la France** », qui devaient constituer la trame et le socle de toute sa campagne.

60 engagements, c'est le chiffre que tout le monde a retenu... Mais qu'en est-il vraiment quand on y regarde de près ?

D'abord, bon nombre de ces engagements comprenaient plusieurs promesses : 6 pour les engagements n°3, n°6, n°11, n°22, n°41, n°53, n°54, n°57 ; 7 pour les engagements n°7, n°44, n°60 ; 8 pour l'engagement n°37... et jusqu'à 10 pour l'engagement n°39 ! Au total, **les 60 engagements représentaient 227 promesses.**

De plus, le candidat Hollande a formulé, dans des documents annexes, des **promesses dédiées à des publics ou des thèmes ciblés** : « 30 engagements pour les outre-mers », « 30 engagements pour le sport », « 10 mesures pour soutenir le développement de l'Economie Sociale et Solidaire », etc.

Ensuite, pendant les 29 semaines qu'avait duré la campagne, François Hollande a prononcé pas moins de **55 discours publics** et dans chacun d'eux se trouvaient de nouvelles annonces. Un exemple ? La défense. L'engagement n°60 du document de campagne contenait déjà 7 promesses. Mais dans le discours spécifique qu'il a consacré à la défense nationale<sup>1</sup>, il a formulé 16 promesses supplémentaires...

François Hollande avait enfin répondu à des **dizaines d'interviews dans les médias**, dans lesquels il avait encore multiplié les promesses. Qu'on se souvienne que sa proposition de taxation à 75% au-dessus d'un million d'euros de revenus, qui a fait l'effet d'une bombe, fut annoncée en direct à la télévision<sup>2</sup> !

Résultat : le Baromètre des réformes de François Hollande comptabilise au total **517 promesses de campagne** (toutes référencées et vérifiées).

Mais ce n'est pas tout : le Baromètre des réformes de François Hollande s'intéresse aussi aux **annonces faites par l'exécutif depuis un an**. Depuis que le Président de la République est en fonction, de très nouvelles propositions sont venues s'ajouter aux promesses de la campagne.

Au 29 avril 2013, le Baromètre des réformes de François Hollande comptabilise **251 nouvelles annonces faites depuis un an** (ce qui représente 4,8 nouvelles annonces par semaine).

Un exemple : présenté le 6 novembre 2012 par Jean-Marc Ayrault après la remise du rapport Gallois, **le Pacte National pour la Croissance, la Compétitivité et l'Emploi compte 35 mesures**... Parmi elles, quelques-unes étaient déjà connues et constituaient des promesses de campagne (dont la principale était la création de la Banque Publique d'Investissement). Mais 32 de ces 35 mesures constituaient des nouveautés et durent être comptabilisées.

<sup>1</sup> Paris, 11 mars 2012.

<sup>2</sup> TF1, 27 février 2012.

En novembre dernier, notre premier Baromètre comptabilisait 114 nouvelles annonces. Aujourd'hui, ce sont 251 annonces qui sont recensées, ce qui représente **un accroissement de 120% en six mois...**

Au final, ce sont donc **768 engagements qui sont passés en revue** par le Baromètre des réformes de François Hollande...

## 2 | Rythme des réformes : un activisme en trompe-l'œil

Si la politique de François Hollande ne rencontre pas, c'est le moins que l'on puisse dire, l'adhésion des Français, ce n'est pas par manque d'activité... Les chiffres du Baromètre des réformes de François Hollande montrent au contraire qu'**après un an, l'exécutif s'est mis au travail** :

**10,52% des engagements sont réalisés**, c'est-à-dire d'ores et déjà adoptés.

**6,91% des engagements sont en cours**, c'est-à-dire en cours de discussion au Parlement ou en phase de mise en œuvre active.

**17,74% des engagements sont amorcés**, c'est-à-dire présenté en Conseil des ministres ou disposant d'un calendrier d'application.

Mais ces premiers chiffres ne sont flatteurs qu'en apparence, car ils signifient qu'**au bout d'un an, seule une proportion modeste d'engagements est effectivement réalisée** :

Au total, **il y a 2,3 fois plus d'engagements encore en phase d'adoption (« en cours » et « amorcés ») que d'engagements tenus (« réalisés »).**



---

Et à ces éléments, il faut en ajouter un autre :

**33,75% des engagements sont annoncés**, c'est-à-dire ayant fait l'objet d'une annonce sans qu'on soit entré dans la phase active de leur mise en œuvre.

17

On comprend donc que **si de nombreux chantiers sont effectivement ouverts (à des degrés divers), une nette majorité n'a pas encore abouti**. L'insatisfaction des Français trouve là un premier élément d'explication.

### 3 | Réformes entreprises : encore peu de résultats

De fait, si l'on se plonge dans la liste de ces chantiers ouverts, on prend bien la mesure de la **modestie des résultats effectivement obtenus** à ce jour. Si l'on regarde les textes votés et les annonces les plus importantes, on peut dresser le tableau suivant :

**Engagements réalisés** : « mariage pour tous » (loi du 23/04/2013) ; contrat de génération (loi du 14/02/2012) ; emplois d'avenir (loi du 26/10/2012) ; création de la BPI (loi du 31/12/2012) ; création de postes dans l'Education nationale, la justice, la police et la gendarmerie (loi de Finances 2013) ; logement social (loi du 18/01/2013) ; outre-mer (loi du 20/11/2012) ; sécurité et lutte contre le terrorisme (loi du 22/12/2012)... sans oublier le « débat national sur la transition énergétique » engagé dans l'indifférence général en janvier dernier !

**Engagements en cours et amorcés** : loi bancaire (discussion au Parlement) ; loi de refondation de l'école (discussion au Parlement) ; loi de sécurisation de l'emploi (discussion au Parlement) ; Pacte National pour la Croissance, la Compétitivité et l'Emploi (présenté le 06/11/2012) ; projet de réforme constitutionnelle (présenté en Conseil des ministres le 13/03/2013) ; projet de loi de moralisation de la vie publique (présenté en Conseil des ministres le 24/04/2013) ; projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche (présenté en Conseil des ministres le 20/03/2013) ; projet de loi de réforme de la décentralisation (présenté en Conseil des ministres le 10/04/2013, avec les difficultés que l'on sait) ; Feuille de route sur le numérique (présentée le 28/02/2013) ; Plan d'investissement pour le logement (présenté le 21/02/2013) ; Plan politique de la ville (présenté le 19/02/2013).

**Engagements annoncés** : loi de santé publique (annoncée pour fin 2013 et repoussée à début 2014) ; réforme de la formation professionnelle (annoncée pour 2013) ; loi de programmation militaire (annoncée pour l'été et repoussée à l'automne 2013) ; projet de loi sur l'économie sociale et solidaire (annoncée pour le premier semestre 2013) ; loi sur les retraites (annoncée, avec un point en juin 2013, sans calendrier précis) ; loi sur la justice des mineurs (annoncée pour le cours de l'année 2013) ; loi sur les violences faites aux femmes (annoncée pour l'été 2013) ; loi contre la prostitution et la traite (annoncée pour l'automne 2013) ; loi sur la fin de vie (annoncée pour juin 2013).

On le voit, les projets encore à conduire ne manquent pas et sont plus nombreux que ceux réalisés.

## 4 | Reculs, abandons et retards : les ratés de la réforme

On a beaucoup critiqué depuis un an une **exécution brouillonne, sur le fond comme sur la forme, de la politique de François Hollande** – certains ont même parlé d'« amateurisme ».

Et en effet, du traité européen (dont la renégociation avait été promise et qui a été signé dans les mêmes termes) à l'engagement de « sérieux budgétaire » (la trajectoire de finances publiques annoncée ayant été très vite abandonnée), en passant par la promesse d'inverser la courbe du chômage d'ici la fin de l'année (à laquelle plus personne ne croit), la loi sur le logement (retoquée pour vice de procédure avant d'être finalement adoptée) ou les promesses de « République exemplaire » (sérieusement écornées par l'affaire Cahuzac), **les couacs, les zig-zag, les retards et les abandons n'ont pas manqué pendant un an au sommet de l'Etat**. Ces ratés, le Baromètre des réformes de François Hollande les vérifie de la façon suivante :

**6,91% des engagements sont altérés**, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas tenus dans les termes de leur annonce initial

**8,79% des engagements sont en retard**, c'est-à-dire qu'ils ont pris du retard sur le calendrier annoncé.

**6,28% des engagements sont compromis**, c'est-à-dire qu'ils n'ont qu'ils ont très peu de chances d'aboutir.

---

**9,11% des engagements sont abandonnés**, c'est-à-dire qu'ils ne connaîtront aucune réalisation.

Au total, **31,08% des engagements connaissent des ratés**.

19

Près d'un tiers des engagements sont en échec au bout d'un an. **L'impuissance de l'exécutif à définir un cap clair, à s'y tenir et à conduire les réformes annoncées à leur terme, impuissance que les Français constatent et sanctionnent, se lisent dans ces chiffres.**

## 5 | Nouvelles instances publiques, rapports et commissions d'experts : l'avalanche

Un autre point mérite l'attention : l'avalanche de nouvelles instances publiques, de rapports et de commissions d'experts dans presque tous les domaines. La **croissance, manifestation très forte au sommet de l'État, dans l'efficacité de l'action publique** se lit dans les chiffres suivants :

**Près de 25 nouvelles instances publiques ont déjà vu le jour ou sont annoncées** : Banque Publique d'Investissement ; Conseil de stabilité financière ; nouvelle instance de régulation de l'audiovisuel ; Haut Conseil des Territoires ; Conseil ou Commissariat du dialogue social et de la prospective ; Délégation interministérielle chargée de la prévention et de la lutte contre les violences en milieu scolaire ; Plateformes régionales d'appui aux mutations des entreprises ; Plateforme de diffusion dans les territoires de la technologie vers les PME ; Conseil National de l'Industrie (qui remplace la Conférence nationale de l'industrie) ; Délégation interministérielle à la fermeture de la centrale nucléaire et à la reconversion du site de Fessenheim ; Agence Nationale de la Biodiversité ; Haut Conseil des Finances Publiques ; Observatoire de la Laïcité ; Haute Autorité de déontologie de la vie politique ; Comité français du sport international, Institut National du loisir sportif et Conseil National du Sport ; Conseil National de l'exécution de la peine et Parquet financier avec une compétence nationale ; Mission interministérielle pour la lutte contre les discriminations dans les quartiers ; Conseil stratégique de la recherche et Haut Conseil de l'évaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (qui remplacera l'AERES) ; Commissariat général à la stratégie et à la prospective ; Gestionnaire d'Infrastructure Unifié (qui réunit RFF, la DCF et la SNCF), etc. A quoi on peut ajouter l'annonce un peu nuageuse de l'instauration d'un service public de la rénovation énergétique et d'un service public du sport !

Sur un grand nombre de sujets, ce sont **plus de 30 rapports qui ont été commandés en un an** : rapport Jospin sur les institutions ; Livre blanc de la Défense ; rapport Védrine sur l'OTAN ; rapport Fragonard sur les allocations familiales ; rapport Lescure sur le réforme HADOPI (toujours pas remis) et sur l'exception culturelle française ; rapports Desplechin sur l'éducation artistique et Bergounioux, Schwartz et Loeffel sur la mise en place de la morale laïque à l'école ; rapport Berger-Lefebvre sur la réforme de l'épargne financière ; rapport Moreau sur l'avenir des retraites ; rapport Gresy et Georges sur les stéréotypes dès le plus jeune âge (gender) ; rapports Bianco et Auxiette sur le transport ferroviaire ; rapport Colin et Collin sur les nouvelles règles fiscales pour le numérique ; rapport Boccon-Gibod et Salvat sur les citoyens assesseurs en correctionnelle ; etc.

Alors que les Français doutent de l'efficacité des politiques publiques et de la capacité à gouverner de François Hollande, **l'exécutif fait preuve d'un entêtement spectaculaire dans le « tout Etat »**... La difficulté à imaginer des approches innovantes et des solutions originales en dehors d'un modèle d'intervention publique, inefficace depuis au moins trente ans, est flagrante.

## 6 | Jeunesse et outre-mer : signaux faibles sur les électorats cibles de François Hollande

Il est intéressant de souligner un point rarement relevé par les observateurs : il s'agit de l'**identification très nette d'électorats cibles du candidat socialiste** en 2012. Le Baromètre des réformes de François Hollande montre en effet sa volonté de capter l'attention de certaines catégories, en soignant particulièrement le discours et les promesses qui leur étaient destinés. En effet, alors que la moyenne du Baromètre s'établit à 17,2 promesses par thème, François Hollande avait formulé :

**43 promesses en direction des jeunes**, autour des thèmes du sport, de l'engagement civique et associatif<sup>3</sup>  
Rappel : les 18-24 ans ont voté à 57% pour François Hollande au second tour de l'élection présidentielle.

**38 promesses en direction des habitants d'outre-mer**, autour des thèmes de l'emploi, de la formation, de la vie chère par exemple.  
Rappel : l'outre-mer a voté pour François Hollande à près de 64% au second tour de l'élection présidentielle.

<sup>3</sup> Auxquelles on peut ajouter les promesses des thèmes Education, Enseignement supérieur et certaines du thème Emploi, par exemple le contrat de génération et les emplois d'avenir.

---

Or, que voit-on après un an ? Un **faible engagement de l'exécutif sur ces deux dossiers**.

Sur la **jeunesse**, s'il faut citer le contrat de génération et les emplois d'avenir qui ont été créés, très peu de chantiers sont engagés : rien de concret sur le sport (30 promesses pourtant), peu de choses sur la vie associative, un début d'action sur le service civique...

**Jeunesse et sport : le Baromètre accorde la note de 8/20**

La note d'état d'avancement est de 8,5/20, la note de pertinence est de 9,5/20, la note d'impact est de 5,5/20.

Même chose sur l'**outre-mer** : si la loi relative à la régulation économique en Outre-mer a été votée en novembre dernier, peu de résultats concrets, en matière de chômage et de pouvoir d'achat notamment, sont enregistrés :

**Outre-mer : le Baromètre accorde la note de 9,5/20**

La note d'état d'avancement est de 8,5/20, la note de pertinence est de 12,5/20, la note d'impact est de 8/20.

On pourra vérifier, lors des élections intermédiaires de 2014 et 2015, comment ces électors privilégiés de François Hollande perçoivent son action...

## 7 | Famille : la cassure

Le débat sur l'« ouverture du mariage et de l'adoption aux personnes de même sexe » a incontestablement occupé le devant de la scène pendant la première année du quinquennat de François Hollande. Malgré une opposition massive et répétée, il a tenu bon et la loi a été votée le 23 avril dernier. **Cette transformation sociale majeure « du mariage pour tous » constitue un marqueur idéologique fort et lui permet d'enregistrer un résultat positif.** Si l'on y ajoute les prises de positions peu claires sur la PMA et les conclusions du rapport Fragonard, qui préconise une modulation des allocations familiales en fonction du revenu, on comprend que les partisans de la famille réagissent fortement.

C'est donc sur le dossier inattendu de la famille et de la politique familiale, traditionnellement plutôt consensuel en France, que **le « président normal », qui se voulait rassembleur, a fortement et durablement ouvert un nouveau front de clivage** au sein de la société française.

**Famille : le Baromètre accorde la note de 4,5/20**

La note d'état d'avancement est de 10,5/20, la note de pertinence est de 1,5/20, la note d'impact est de 1,5/20.

## 8 | Emploi, santé, éducation, retraites : inquiétudes fortes sur les principales attentes des Français

**Emploi, santé, retraites, éducation : voilà les sujets d'inquiétude des Français**<sup>4</sup>. Des thèmes sur lesquels l'exécutif peine à convaincre et inquiète les Français.

Dans la bataille pour l'**emploi**, François Hollande a pris un engagement irréaliste en septembre dernier, celle d'« inverser la courbe du chômage d'ici un an ». Avec une politique, pauvre et sans imagination, essentiellement basée sur le recours aux emplois aidés (emplois d'avenir et contrat de génération) et sans mesures structurelles sur le marché de l'emploi, on sait déjà que l'engagement ne sera pas tenu :

**Emploi : le Baromètre accorde la note de 7,5/20**

La note d'état d'avancement est de 10,5/20, la note de pertinence est de 8/20, la note d'impact est de 4,5/20.

À part la mise en cause virulente des médecins sur le dossier des dépassements d'honoraires, la **politique de santé** fait pâle figure, avec pas ou peu d'annonces. La grande loi de santé publique est repoussée à début 2014 et les propositions pour faire face au « trou » de la Sécu sont dérisoires :

**Santé : le Baromètre accorde la note de 7,5/20**

La note d'état d'avancement est de 11,5/20, la note de pertinence est de 7/20, la note d'impact est de 4,5/20.

Plus d'effectifs et de moyens : le gros des engagements en matière d'**éducation** du candidat Hollande tient en ces deux mots. Si cela suffisait, on le saurait depuis longtemps. La loi de rénovation de l'école, actuellement en cours de discussion au Parlement, n'engage aucune réforme de structure. Le manque d'imagination est au pouvoir rue de Grenelle...

<sup>4</sup>Baromètre des préoccupations des Français, sondage réalisé par TNS Sofres pour Pèlerin, décembre 2012, disponible sur <http://www.tns-sofres.com/points-de-vue/C41F93F5CEC2465F89CE74B12220493F.aspx>.

**Education : le Baromètre accorde la note de 7,5/20**

La note d'état d'avancement est de 12,5/20, la note de pertinence est de 6,5/20, la note d'impact est de 3,5/20.

En revenant sur la réforme des **retraites** de Nicolas Sarkozy, François Hollande a accompli l'essentiel de son programme. Mais la position n'est pas tenable, compte tenu des déficits abyssaux... Jean-Marc Ayrault annonce que le gouvernement apportera des précisions à la réforme des retraites après la remise du rapport Moreau en juin 2013. On ne s'attend guère à une réforme ambitieuse :

**Retraites : le Baromètre accorde la note de 5,5/20**

La note d'état d'avancement est de 10,5/20, la note de pertinence est de 5/20, la note d'impact est de 1,5/20.

## 9 | Entreprises, finances publiques, fiscalité : la cote d'alerte est atteinte

Incontestablement, ce sont les questions économiques et leurs conséquences sociales qui se sont imposées pendant la première année de la présidence Hollande. Crise oblige, **les inquiétudes autour de la compétitivité des entreprises, du maintien du tissu productif, de la politique fiscale réclament des réponses urgentes**. Après le virage de novembre dernier du Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi (PNCCE), la politique économique du gouvernement est-elle crédible ?

Sur le front des **entreprises**, l'annonce forte du candidat Hollande était la création de la Banque publique d'investissement (BPI), qui est faite. Pour le reste le programme était assez plat. Depuis les annonces du PNCCE, on voit l'exécutif courir après les entreprises mais on peine à trouver une cohérence et une lisibilité forte à tout cela :

**Entreprises : le Baromètre accorde la note de 7,5/20**

La note d'état d'avancement est de 10/20, la note de pertinence est de 8/20, la note d'impact est de 5/20.

Côté **dépenses publiques**, nombre d'engagements de départ sont déjà compromis ou abandonnés (réduction du déficit public à 3% du PIB en 2013, rétablissement de l'équilibre budgétaire en fin de mandat, réduction de la part des dépenses publiques dans la production nationale à 54% en 2017) et l'accroissement massif des dépenses publiques depuis 6 mois est largement financé par l'augmentation de la pression fiscale sur les ménages et les entreprises :

**Finances publiques : le Baromètre accorde la note de 4,5/20**

La note d'état d'avancement est de 8/20, la note de pertinence est de 2,5/20, la note d'impact est de 2,5/20.

Mais c'est **la politique fiscale** de François Hollande qui pose le plus de questions... Si les promesses de campagne ciblaient surtout les « riches » (limitation des niches fiscales, baisse du plafond du quotient familial, tranche supplémentaire à 45% de l'IR, taxation à 75%), la réalité des décisions prises est tout autre : taxe sur le tabac, taxe sur la bière, gel du barème sur l'impôt sur le revenu et augmentation programmée de la TVA pour 2014. Les entreprises ne sont pas à la fête non plus. Tout le monde paye :

**Fiscalité : le Baromètre accorde la note de 5/20**

La note d'état d'avancement est de 11,5/20, la note de pertinence est de 2/20, la note d'impact est de 1,5/20.

## 10 | Europe : la France en sourdine et le couple franco-allemand menacé

Face à la crise, l'engagement européen de la France est primordial. François Hollande l'a souvent rappelé depuis qu'il est entré en fonction mais **on attendait de celui qu'on présente parfois comme le « fils spirituel » de Jacques Delors, plus d'engagement et d'ambition sur le dossier européen...**

Car, après avoir fait croire en juin dernier qu'il avait « renégocié le traité européen » préparé par Nicolas Sarkozy (alors que la ratification par le Parlement en octobre a bien montré que le texte était rigoureusement le même) et promis un nouveau souffle au couple franco-allemand (la promesse d'un nouveau traité franco-allemand a vite été oubliée), **on se demande si François Hollande a pris la mesure des enjeux européens** : rien sur les réformes institutionnelles, rien sur les *euro-bonds*, rien sur la politique industrielle européenne, échec sur le budget 2014-2020, tensions avec l'Allemagne, etc.

**Europe : le Baromètre accorde la note de 7/20**

La note d'état d'avancement est de 6,5/20, la note de pertinence est de 9/20, la note d'impact est de 5,5/20.



---

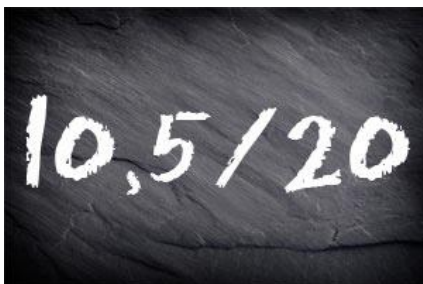
## | La réforme en 30 thèmes

---

Retrouvez l'ensemble des résultats sur [www.barometrehollande.com](http://www.barometrehollande.com)

## Agriculture, pêche et chasse | La PAC, et après ?...

C'était l'un des principaux dossiers européens de ce début de quinquennat : l'accord sur la PAC 2014-2020 a été conclu en février. Si le budget global diminue de 12%, la France maintient son enveloppe. Mais aucune réforme structurelle du premier poste budgétaire européen n'a été engagée, ni même discutée... Pour le reste, ce qui se dessine d'après les premières mesures, c'est la poursuite d'une politique agricole on ne peut plus classique : défense des filières (filier porcine, viticulture, apiculture), défense des producteurs dans leur bras de fer avec la distribution et incitations à l'installation des jeunes agriculteurs.

A blackboard with the score "10,5/20" written in white chalk.

## Banque, épargne et crédit | Haro sur la finance !

François Hollande avait été clair pendant la campagne: « l'ennemi, c'est la finance » ! La loi bancaire est en cours d'adoption. De fait, les mesures s'accumulent : filialisation des banques de détail et d'investissement, chasse aux *hedge funds*, taxe sur les bénéfices, limitation des stock-options (à défaut de leur suppression qui était promise), etc. Les promesses sur les paradis fiscaux sont en revanche oubliées... C'est qu'il est illusoire de vouloir réglementer la finance en France seulement. Le risque de fragilisation des banques françaises est réel. Sur le front de la consommation et du crédit, on attend toujours la mise en œuvre des mesures annoncées par Benoît Hamon.

A blackboard with the score "6/20" written in white chalk.

## Culture et communication | Calme (très) plat

A part le retour à la TVA à 5,5% pour les livres et la billetterie et le gel de la fusion entre RFI et France 24, encore peu de réalisations au ministère de la Culture et de la Communication. Quelques reculs sont déjà enregistrés : la préservation du budget de la Culture (-4,3%), l'abandon du chantier du Centre national de la musique et celui de la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. L'avenir de l'audiovisuel public et la politique de soutien à la presse en crise sont au menu des prochains mois. On chercherait en vain un souffle, une vision ou une perspective...

A blackboard with the score "7,5/20" written in white chalk.

## Décentralisation | Acte III ? Quel Acte

### III ?!...

Alors qu'on nous annonçait une réforme en profondeur, sans brusqueries mais ambitieuse, l'éléphant accouche d'une souris... Le texte initial a été saucissonné en trois qui devraient être discutés tout au long de l'année. Jean-Marc Ayrault est même allé jusqu'à affirmer qu'il ne s'agissait surtout pas d'un « grand soir » ! Et de fait, à part la suppression du Conseiller territorial de Nicolas Sarkozy, on cherche en vain les traits saillants de la vision de l'exécutif. Les élections approchent. François Hollande, grand baron local, ne tranche pas et ne veut fâcher personne. Le big-bang des territoires, ce n'est vraiment pas pour maintenant...



8,5/20

## Défense | A la diète !

Avec l'intervention au Mali, François Hollande s'est glissé dans son uniforme de chef des armées. Mais à part sa décision de retirer les troupes françaises d'Afghanistan un an plus tôt que prévu et, en effet, l'opération Serval, il ne s'est pas encore passé grand-chose. Le nouveau Livre blanc sur la Défense vient de lui être remis, moins de cinq ans après le précédent... Avec 2,2 milliards d'économies budgétaires dans le projet de loi de finances 2013, le ministère de la Défense aura perdu près de 5 milliards d'euros par rapport à la trajectoire initiale de la Loi de programmation militaire 2009-2014. Et ce n'est pas fini ; le Livre blanc prépare des coupes à tous les étages et recommande la suppression de 24 000 nouveaux postes. On attend la nouvelle loi de programmation militaire, annoncée pour l'automne, pour voir ces annonces se concrétiser.



9/20

## Dialogue social | A (tout) petits pas...

Le candidat Hollande en avait fait une de ses antiennes : après cinq années d'un dialogue social brutalisé par Nicolas Sarkozy, il serait le président de la concertation et de l'écoute. A la grande satisfaction de certains partenaires sociaux, il a inauguré son quinquennat par la grand-messe de la Conférence sociale en juillet 2012. Mais pour entrer dans le vif de la négociation, en particulier sur le sujet le plus chaud, c'est-à-dire le financement de la protection sociale, il faudra encore patienter. Et la grande annonce de ces derniers mois est... la tenue d'une nouvelle Conférence sociale en juillet prochain ! C'est mince.



7/20

---

## Économie numérique | Ça cogite !

Pas mal d'annonces : sur la réforme d'HADOPI (on n'en fini pas d'attendre le rapport Lescure), sur la fiscalité de l'économie numérique ou sur la création d'un grand quartier numérique à Paris ou en proche banlieue, sur la formation au numérique, sur la protection des droits et des libertés numériques. Mais la grande ambition reste, assez logiquement, celle du précédent gouvernement : la couverture intégrale de la France en très haut débit d'ici à dix ans. L'objectif constitue l'une des annonces du Pacte National pour la Croissance, la Compétitivité et l'Emploi, présenté par Jean-Marc Ayrault en novembre dernier (décision n°19 du PCCE). La feuille de route du gouvernement a été présentée depuis par Fleur Pellerin. Reste à la mettre en œuvre...



## Éducation | C'était pourtant une priorité !

A part le retour à la semaine de quatre jours et demi, on n'a pas vu grand-chose, et en tout cas rien de neuf, à l'Éducation nationale depuis un an. Ce qu'on observe en revanche, c'est la remise en route de la machine du « toujours plus » : toujours plus d'effectifs, toujours plus de moyens et aucune réflexion structurelle sur l'organisation de l'école, l'autonomie, les programmes. La « refondation de l'école » était pourtant annoncée par Vincent Peillon, dont le projet de loi est en cours d'adoption. Quant à l'annonce par le ministre du retour de la « morale laïque » à l'école, elle fleure bon l'idéologie et l'archaïsme...



## Emploi | Une politique inefficace

Les deux mesures phares du programme du candidat Hollande sont réalisées : la loi sur les emplois d'avenir a été adoptée en octobre (mais rabotée par le Conseil constitutionnel qui les limite aux CDD) et celle sur le contrat de génération en février dernier. Alors que le chômage augmente de près 40 000 personnes par mois, l'engagement solennel, pris en septembre par le président, d'« inverser la courbe du chômage d'ici un an » est irréaliste. C'est la désillusion qui domine chez les Français. Et ils ont raison. Car on sait que les emplois aidés ne sont une solution pérenne ni saine, comme l'a clairement démontré la Cours des Comptes l'an dernier (*Les contrats aidés dans la politique de l'emploi*, octobre 2011) : mesures coûteuses, effets d'aubaine, etc. Pour le reste, de timides annonces sur la formation professionnelle et la formation tout au long de la vie, qui font pâle figure...



---

## Enseignement supérieur | Vieilles recettes et manque d'ambitions

Le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur et à la recherche a été présenté par Geneviève Fioraso en Conseil des Ministres en mars. On y trouve des objectifs pertinents (sur la réussite en licence, sur l'alternance, sur la mobilité internationale des étudiants, sur Erasmus). Mais le simple détricotage de la loi LRU, qui a commencé à mettre les universités françaises sur le chemin de l'autonomie, est un bien mauvais service rendu aux universités elles-mêmes, mais aussi aux étudiants. La compétition internationale exige l'autonomie parce qu'elle exige l'excellence...



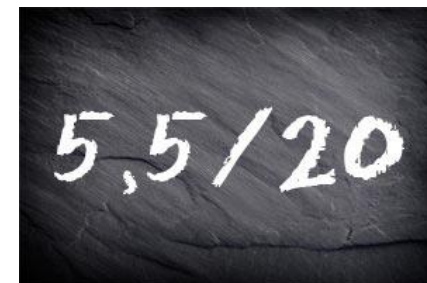
## Entreprises | Le grand va-et-vient

L'annonce principale du candidat Hollande était la création de la Banque publique d'investissement (BPI), censée venir en soutien des entreprises. C'est chose faite. Pour le reste, on était dans un programme assez plat de soutien aux PME, aux TPE et aux entreprises de l'économie sociale et solidaire – bref, tout sauf le CAC 40 ! Pas de quoi enthousiasmer les entrepreneurs – surtout après 12 milliards d'euros d'augmentation des prélèvements entre juillet et octobre 2012... Et puis, il y a eu, au bout de six mois l'annonce du Pacte National pour la Croissance, la Compétitivité et l'Emploi. « Choc de compétitivité », « choc de confiance », « choc de simplification » : une pluie d'annonces est venue s'abattre sur les entreprises. Après un tel va-et-vient, on peut avoir quelques doutes sur leurs effets. L'économie, c'est d'abord de la confiance...



## Environnement et énergie | Des choix irréalistes

Les positions de François Hollande en matière environnementale et énergétique sont-elles sincères ou un gage donné à ses turbulents alliés écologistes ? En tout état de cause, les choix envisagés ne laissent pas d'inquiéter. Annoncer la baisse du nucléaire dans la production d'électricité et refuser obstinément d'ouvrir le dossier du gaz de schistes, qui constituent les mesures phares de son programme, ne sont pas des options raisonnables dans un contexte international tendu et incertain et alors que l'énergie à bas coût constitue, pour l'industrie en particulier, l'un des derniers avantages compétitifs de la France, par rapport à ses concurrents européens notamment.



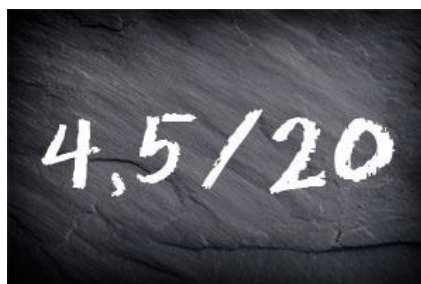
## Europe | Et maintenant, on fait quoi ?

Il faut le rappeler, le premier acte européen de François Hollande une fois élu a été un tour de magie raté : faire croire, en juin dernier, qu'il avait « renégocié le traité européen » préparé par Nicolas Sarkozy avant son départ. Las, lors de la ratification par le Parlement en octobre, force a été de constater que le texte était rigoureusement le même ! Sur le budget européen, en février, même échec : le budget 2014-2020 est en baisse. Et maintenant, c'est la relation avec l'Allemagne qui se dégrade (la promesse d'un nouveau traité franco-allemand, à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de celui de l'Élysée a été vite oubliée)... Où est passé le François Hollande, « fils spirituel » de Jacques Delors ?



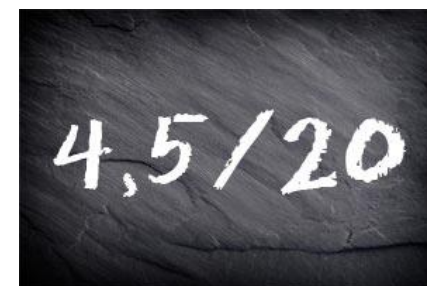
## Famille | Une politique familiale pour qui ?

L'expression même de « politique familiale » semble impropre puisque le programme de François Hollande consistait presque exclusivement en l'ouverture du droit au mariage et à l'adoption aux couples homosexuels, ainsi qu'en l'autorisation de la PMA pour les femmes. Avec le vote de la loi du 23 avril dernier, le président qui se voulait rassembleur est devenu le président clivant. La réforme laissera longtemps des traces... D'autant plus que, sur le reste, on ne peut pas dire qu'il y ait grand-chose : rien sur la petite enfance, rien sur les modes de garde et, avec les propositions du rapport Fragonard, on s'apprête à s'en prendre à une politique familiale qui avait pourtant fait ses preuves jusqu'ici.



## Finances publiques | Attention danger !

François Hollande et le gouvernement le répètent à l'envie : leur politique budgétaire est « rigoureuse ». Nombre d'engagements de départ sont pourtant déjà compromis ou abandonnés (réduction du déficit public à 3% du PIB en 2013, rétablissement de l'équilibre budgétaire en fin de mandat, réduction de la part des dépenses publiques dans la production nationale à 54% en 2017) et l'accroissement massif des dépenses publiques depuis un an est largement financé par l'augmentation de la pression fiscale sur les ménages et les entreprises... On reste pantois d'entendre le ministre des Finances faire les mêmes annonces de maîtrise budgétaire pour 2014, qu'il n'a pas été capable d'honorer en 2013... Ce gouvernement, comme les précédents, n'est toujours pas converti à l'urgence de la baisse de la dépense.



## Fiscalité | Le coup de matraque

La politique fiscale de François Hollande est simple : augmentation de tous les impôts à tous les étages ! Si les promesses de campagne ciblaient surtout les « riches », avec la limitation des niches fiscales, la baisse du plafond du quotient familial, la tranche supplémentaire à 45% de l'impôt sur le revenu et la taxation à 75% au-dessus d'un million d'euros, la réalité des décisions prises est tout autre : taxe sur le tabac, taxe sur la bière, gel du barème sur l'impôt sur le revenu et désormais augmentation programmées de la TVA pour 2014... Ce sont tous les Français qui devront ouvrir leur porte-monnaie. La palinodie sur la taxe à 75% est le signe d'une politique fiscale qui navigue à vue et qui fait une bonne part à l'idéologie.



## Immigration et laïcité | **Nouvel angélisme ?**

Déjà quelques réalisations depuis un an : suppression du droit d'entrée dans le dispositif de l'AME, Abrogation de la circulaire Guéant sur les étudiants étrangers, régularisation de sans papiers au cas par cas. Des mesures qui mettent le marqueur sérieusement à gauche. Mais quelques couacs aussi, qu'il ne faut pas oublier : sur la lutte contre le « délit de faciès » dans les contrôles d'identité, sur le droit de vote des étrangers aux élections locales, sur la rétention d'enfants dont les parents sont sans-papiers ou sur les Roms. Après le débat sur la « gauche angélique » pendant la campagne présidentielle, le gouvernement veut faire croire à son « réalisme » en matière d'immigration. On peine à le suivre...



## Institutions et vie politique | **La « présidence normale » en peau de chagrin**

C'était une belle promesse, la « présidence normale »... Et certaines mesures annoncées allaient dans le bon sens : sur le statut pénal du chef de l'État, la réduction des rémunérations, l'absence de personnes condamnées autour du Président. Hélas, il ne fallut pas longtemps pour que nombre d'engagements soient oubliés : la limitation du nombre de collaborateurs ministériels à 10 maximum, l'abandon des commandes de sondages par l'Elysée, le refus de recevoir des parlementaires à l'Elysée, le cumul des mandats des ministres, etc. Et puis l'affaire Cahuzac a fini par tout emporter : oubliée la force symbolique du code de déontologie signé par les ministres ! Et, comme un sauve qui peut, une batterie d'annonces de « moralisation » de la vie publique... Pas sûr que cela suffisent à regagner la confiance des Français.



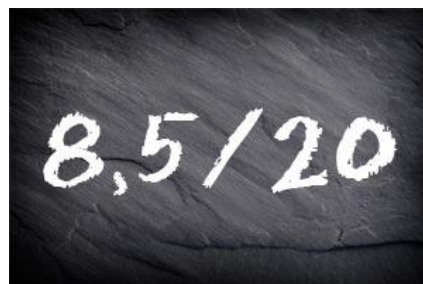
## Jeunesse et sport | Manque de souffle

Alors qu'il avait fait de la jeunesse l'un de ses principaux axes de campagne et qu'il avait formulé ses « 30 engagements pour le sport », force est de constater que François Hollande n'a pas encore ouverts beaucoup de chantiers : sur 44 engagements recensés, seuls 12 ont à ce jour fait l'objet d'une action de la part de l'exécutif. Si on se souvient que les 18-24 ans ont beaucoup voté à l'élection présidentielle (75% de participation) et majoritairement pour François Hollande (à 57% lors du deuxième tour contre Nicolas Sarkozy), on se dit que le président a intérêt à ne pas trop négliger les jeunes...



## Justice | Politique de gauche

A part la nouvelle loi sur le harcèlement sexuel votée l'été dernier, la fin des citoyens assesseurs dans les tribunaux correctionnels et la réforme du Conseil Supérieur de la Magistrature qui est amorcée, encore peu de réalisations pour un Garde des Sceaux très mobilisé par le dossier du « mariage pour tous ». Sur l'épineuse question de la surpopulation carcérale, sur la suppression des peines plancher pour les récidivistes, sur la fin de la rétention de sûreté, sur le renforcement des alternatives à l'incarcération, Christiane Taubira dessine une politique pénale assez classiquement de gauche. Sur les peines plancher, François Hollande a paru nettement moins offensif que son ministre. Adieu la grande loi sur la justice annoncée pour juin prochain ?



## Logement | L'entêtement dans les solutions inefficaces

Finalelement votée en janvier, il faut rappeler que la loi Duflot a été l'occasion de l'un des plus beaux couacs de l'automne dernier : non seulement le Premier ministre s'était permis de faire connaître l'avis du Conseil constitutionnel avant que celui-ci l'ait rendu mais la loi avait été censurée pour de simples raisons de procédures au Sénat... que la gauche contrôle pourtant ! La manière n'était donc pas maîtrisée du tout mais, sur le fond, les mesures dirigistes sur l'encadrement des loyers, le renforcement de la loi SRU ou l'obligation de construction de logements sociaux constituent un entêtement aveugle dans les solutions qui ont produit depuis des années la pénurie de logements et les tensions sur le marché que l'on connaît. Une orientation encore renforcée par le Plan d'investissement pour le logement annoncé en mars dernier.





---

## Outre-mer | Ne pas décevoir

Quand on sait que les territoires d'outre-mer ont massivement voté pour François Hollande (près de 64% au deuxième tour de l'élection présidentielle, on comprend le grand nombre d'engagements pris par le candidat en faveur des ultra-marins (près de 40 !)... Sur le fond, il est vrai que les problèmes sont importants en matière de chômage, de vie chère, de mobilité, d'éducation, etc. La loi relative à la régulation économique outre-mer a été adoptée en novembre dernier. Les résultats sont attendus avec impatience...



## Politique de la ville | Que faut-il attendre du « tout public » ?

Renouvellement urbain, maintien des services publics dans les banlieues, augmentation des moyens, notamment scolaires, dans les zones sensibles : la logique du « toujours plus » de moyens, qui fait l'essentiel des engagements du candidat Hollande sur ces questions, ne peut suffire après 25 ans de politique de la ville sans grand succès. Et on n'est pas rassuré par les nouvelles annonces du Comité interministériel des villes de février dernier : une logique purement administrative et exclusivement publique inspire une politique sans idées neuves. Outre le fait qu'on se demande où tous ces moyens seront trouvés et comme les événements de Marseille de septembre-octobre l'ont amplement montré, c'est prioritairement de travail et de sécurité dont ont besoin les habitants des quartiers difficiles...



## Politique étrangère | Pâle diplomatie

En matière internationale aussi, François Hollande comptait rompre avec les années Sarkozy. Pourtant à y regarder de plus près, certains de ses engagements rappellent furieusement ceux de son prédécesseur : sur la création d'une Organisation mondiale de l'environnement, sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, sur la Françafrique, sur le conflit israélo-palestinien, sur l'Iran, sur le G20 comme nouvel instrument de gouvernance mondiale... les mêmes objectifs, presque les mêmes mots ! Cela n'étonnera que les naïfs : les options internationales de la France sont structurelles et les inflexions ne se font généralement qu'à la marge. L'idée de livraisons d'armes à l'opposition syrienne l'a montré : après une annonce en fanfare, elle a vite été oubliée...



---

## Recherche et innovation | Recherche idées désespérément

Une chose frappe d'abord : la modestie et le faible nombre des engagements. Seulement cinq promesses de campagne et six annonces nouvelles depuis un an. Comme si, à part le renforcement du crédit impôt recherche (thème fiscalité) et l'accélération des investissements d'avenir (mis en place par le gouvernement précédent), François Hollande n'avait pas pris la mesure de l'importance de la recherche et de l'innovation. Et des annonces, qui marquent la croyance dans le tout public, comme la mise en place d'un Agenda et d'un Conseil stratégiques de la recherche laissent pantois par leur manque d'imagination. On serait pourtant en droit d'attendre un plus grand investissement de l'exécutif pour un secteur décisif pour remédier à la crise, relancer la croissance et préparer demain...



7,5/20

## Réforme de l'État | Immobilisme à tous les étages

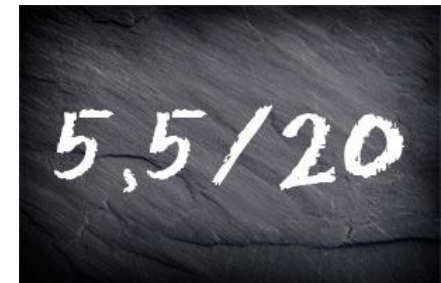
Rien, ou presque ! Alors que nombre d'analystes et d'acteurs de la société civile (dont l'Institut Thomas More) sont de plus en plus convaincus que la réforme de l'État, de ses services, de ses procédures, de la fonction publique, de ce qu'il doit faire et ne pas faire, est la clé de la réforme en France, le programme de François Hollande était vide ou presque sur ces questions : trois promesses de campagne et cinq petites annonces depuis qu'il est en fonction ! Celle sur l'abrogation de la journée de carence dans la fonction publique tient lieu de symbole : le président qui ne veut pas réformer l'État peut-il être celui qui reformera le pays ?



7/20

## Retraites | La bombe à retardement

C'était l'une des principales promesses de François Hollande : revenir sur la réforme des retraites de 2010. Alors que la plupart de nos voisins européens ont déjà repoussé l'âge de départ à la retraite et que les déficits de la Sécurité sociale sont abyssaux (plus de 13 milliards d'euros, dont 5 pour la seule branche retraites, en 2012), l'exécutif défile le peu qui avait été fait. La convocation des partenaires sociaux pour évoquer les pistes de réforme est repoussée à après la remise du rapport Moreau sur l'avenir des retraites, prévue en juin... Sur le front de la dépendance, rien de probant encore : François Hollande annonce une réforme pour la « fin de l'année ». En revanche, ce qui n'a pas attendu, c'est la taxe de 0,3% pour les 7,5 millions de retraités imposables...



5,5/20

---

## Santé | Petite forme

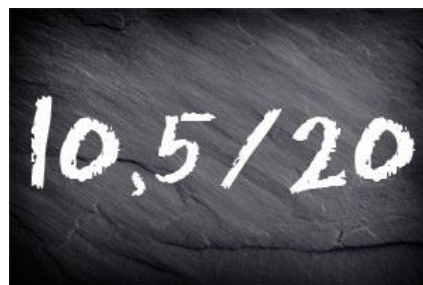
En attendant la loi de santé publique annoncée pour la fin de l'année, peu de choses réalisées à mettre à l'actif de Marisol Touraine. On retiendra surtout de sa première année le conflit avec les médecins libéraux, dans le dossier des dépassements d'honoraires. Sur le reste, les options envisagées (la réforme de la tarification de l'hôpital, un nouveau « pacte social » à l'hôpital ou l'encadrement des assurances complémentaires) paraissent bien faibles au regard du défi que constitue le « trou » de la Sécu : pas moins de 5,5 milliards d'euros pour la branche maladie en 2012... Des dossiers chauds, parce que sensibles socialement, sont également à venir, avec les salles de shoot et la fin de vie.



7,5/20

## Sécurité | Du pain sur la planche

Les chantiers des zones de sécurité prioritaires, des centres éducatifs fermés et de la surveillance des groupes dangereux sont ouverts. Et l'embauche de nouveaux policiers et gendarmes, promesse phare de François Hollande, a commencé. Pour autant, il reste du pain sur la planche. La situation à Marseille et en Corse constitue deux dossiers chauds pour Manuel Valls. Et l'accroissement de la violence quotidienne est une donnée objective : les cambriolages ont augmenté, en 2012, de 14,7% en zone gendarmerie et de 4,7% en zone police. L'exécutif sait bien que la sécurité est l'un des principaux sujets d'inquiétude des Français...



10,5/20

## Transport | Le train-train...

Peu d'engagements au total et, pour l'instant, surtout concentrés sur le ferroviaire : rénovation de 1 000km de ligne par an, relance du fret, rapprochement de la SNCF et de RFF, ouverture du réseau à la concurrence, conformément aux directives européennes. Toutes choses belles et bonnes mais qui tournent autour du vrai sujet sans l'aborder de front : la grosse trentaine de milliards de dette du secteur ferroviaire français. Le gouvernement affirme que cette dette n'ira pas grossir celle de l'Etat mais n'avance pas beaucoup de pistes pour la résorber. Quant aux autres types de transports, ils constituent un angle mort de l'attention gouvernementale : rien sur l'aérien, rien sur le routier, rien sur le fluvial...



8/20



---

## | Méthodologie

---

Retrouvez l'ensemble des résultats sur [www.barometrehollande.com](http://www.barometrehollande.com)

---

Le « Baromètre des réformes de François Hollande » a pour but de permettre le suivi de l'ensemble des **engagements** pris par le Président de la République et le gouvernement. Il est publié par l'Institut Thomas More à un rythme semestriel entre mai 2012 et mai 2017.

L'établissement de la liste de ces **engagements** est fait à partir d'un **corpus** strict et exhaustif. Le suivi des **engagements** est réalisé grâce au pilotage des **Tableaux des engagements de François Hollande**, tenus à jour régulièrement, à l'intérieur duquel ils sont classés en 30 thèmes. Chaque **engagement** se voit attribué l'un des 8 **statuts** suivants : **Réalisé, En cours, Amorcé, Annoncé, Altéré, En retard, Compromis** et **Abandonné**. C'est sur l'ensemble des données récoltées et traitées dans le **Tableau des engagements de François Hollande** qu'est fondé le « Baromètre des réformes de François Hollande ».

## 1 | Définitions : promesses, annonces, engagements

Les déclarations retenues dans le « Baromètre des réformes de François Hollande » sont identifiées et traitées de la façon suivante :

**Promesses** | Est considérée comme une promesse toute déclaration formalisant un engagement pris par François Hollande en tant que candidat à l'élection présidentielle de 2012 et induisant une action politique vérifiable et mesurable dans le futur.

Toute déclaration vague ou n'impliquant pas une action identifiable a été exclue. A noter que certaines promesses ont dû faire l'objet d'un travail de réécriture : soit que deux ou plusieurs promesses figuraient dans une même phrase et que nous avons décidé de les rendre autonomes ; soit que nous ayons fusionné deux ou plusieurs formulations distinctes d'une même proposition.

**Annonces** | Est considérée comme une annonce toute disposition mise en œuvre ou annoncée par le Président de la République ou le gouvernement à partir du 6 mai 2012, qui n'avait pas été préalablement identifiée comme une promesse et induisant une action politique vérifiable et mesurable dans le futur.

Une annonce peut être faite par le biais d'un projet de loi (ou éventuellement d'une proposition de loi) déposé au Parlement ou présenté en Conseil des ministres, d'un discours, d'une conférence de presse ou d'autres modalités tel qu'un dossier de presse. Elle indique un engagement clair et approuvé par le Président, le Premier ministre ou le ministre compétent. Notons que certaines annonces ont dû faire l'objet d'un travail de réécriture : soit que deux ou plusieurs annonces figuraient dans une même phrase et que nous avons décidé de les rendre autonomes ; soit que nous ayons fusionné deux ou plusieurs formulations distinctes d'une même proposition.

**Engagements** | Sont considérés comme des engagements l'ensemble des promesses et des annonces.

## 2 | Le corpus

Les documents à partir desquels a été établi le **Tableau des engagements de François Hollande** et est actualisée la liste des **engagements**, sont exclusivement des sources primaires, c'est-à-dire reprenant directement :

**Les engagements pris par François Hollande en tant que candidat à l'élection présidentielle** | Engagements constituant des promesses et formulés par lui seul entre le 16 octobre 2011 (date de sa victoire aux primaires du Partis socialiste) et le 6 mai 2012 (date de son élection). Les interventions de ses soutiens dans le courant de la campagne présidentielle ont été exclues du corpus.

Les documents que nous avons retenus sont les suivants :

- | Le projet présidentiel *Le changement, c'est maintenant. Mes 60 engagements pour la France*.
- | Les documents annexes du type *30 engagements pour les outre-mers, 30 engagements pour le sport, 10 mesures pour soutenir le développement de l'Economie Sociale et Solidaire*, etc.
- | Le document *Ce qui va changer tout de suite. L'agenda du changement*.
- | L'ensemble des 55 discours publics prononcés par le candidat pendant la campagne électorale.
- | L'ensemble des tribunes, interviews et interventions médias du candidat, mises en ligne sur les sites Internet du PS et du candidat et donc considérées comme contenant des prises de positions et des propositions validées par le candidat et son équipe.

**Les engagements pris par François Hollande en tant que Président de la République, le Premier Ministre ou un Ministre en fonction** | Engagements constituant des annonces et formulés depuis le 6 mai 2012.

**Les engagements pris par l'exécutif par d'autres moyens** | Engagements constituant des annonces et formulés à travers des projets de lois (ou éventuellement des propositions de loi) déposés au Parlement, des communiqués ou des dossiers de presse émanant de la présidence de la République, du Premier ministre ou des différents ministères.

### 3 | Les Tableaux des engagements de François Hollande

Le traitement global des données est réalisé grâce aux **Tableaux des engagements** de François Hollande, qui listent l'ensemble des **engagements** et en assurent le suivi. Chaque tableau liste les **engagements** par **thèmes**, indique la source (« promesse » ou « annonce »), classe les **engagements** en 8 **statuts** distincts (**Réalisé**, **En cours**, **Amorcé**, **Annoncé**, **Altéré**, **En retard**, **Compromis** et **Abandonné**) et propose des éléments synthétiques de suivi.

Les **Tableaux des engagements de François Hollande** classe les engagements en 30 thèmes couvrant l'ensemble des champs de l'action politique de l'exécutif :

1 | Agriculture pêche et chasse  
2 | Banques, épargne et crédit  
3 | Culture et communication  
4 | Décentralisation

5 | Défense  
6 | Dialogue social  
7 | Economie numérique  
8 | Education

9 | Emploi  
10 | Enseignement supérieur  
11 | Entreprises  
12 | Environnement et énergie

---

13 | Europe  
14 | Famille  
15 | Finances publiques  
16 | Fiscalité  
17 | Immigration et laïcité  
18 | Institutions et vie politique

19 | Jeunesse et sport  
20 | Justice  
21 | Logement  
22 | Outre-mer  
23 | Politique de la ville  
24 | Politique étrangère

25 | Recherche et innovation  
26 | Réforme de l'Etat  
27 | Retraites  
28 | Santé  
29 | Sécurité  
30 | Transports

## 4 | Suivi et statuts des engagements

Dans le suivi des **engagements**, un premier niveau de classement est établi entre les :

**Engagements abordés** | Un engagement est considéré comme « abordé » lorsqu'il a fait l'objet d'une initiative et que l'un des 8 statuts ci-dessous lui est attribué.

**Engagements non-abordés** | Un engagement est considéré comme « non-abordé » tant qu'il n'a fait l'objet d'aucune initiative et qu'aucun des 8 statuts ci-dessous ne peut lui être attribué.

Le suivi assuré de chaque **engagement** permet de connaître son état d'avancement. Il est effectué à partir d'un travail de veille continu. Afin de faciliter la synthèse et l'exploitation des données, nous avons défini 8 **statuts** possibles :

**Réalisé** | Un engagement est considéré comme « réalisé » lorsque sa réalisation peut être constatée et que le résultat final correspond à ce qui a été promis ou annoncé (vote au Parlement, décret, circulaire ou tout autre acte administratif, etc.).

**En cours** | Un engagement est considéré comme « en cours » lorsque l'entrée dans la phase active de sa réalisation peut être constatée (début de discussion au Parlement, mise en œuvre effective de l'engagement, etc.).

**Amorcé** | Un engagement est considéré comme « amorcé » lorsque le début du processus devant conduire à sa réalisation peut être constaté (projet de loi présenté en Conseil des ministres, calendrier d'application inférieur à 6 mois, etc.).

**Annoncé** | Un engagement est considéré comme « annoncé » lorsque le processus de réflexion a été lancé (élaboration d'un plan de réforme, installation d'une commission, remise d'un rapport, etc.), ou lorsque le processus de décision a été lancé mais qu'il concerne une partie mineure de l'engagement.

**Altéré** | Un engagement est considéré comme « altéré » lorsqu'il a subi une ou des transformations au cours de son adoption qui l'écarte de manière substantielle de son énoncé ou son objectif de départ.

**En retard** | Un engagement est considéré comme « en retard » lorsque sa réalisation a pris du retard par rapport au calendrier annoncé ou qu'un délai supérieur ou égal à 6 mois s'est écoulé après une annonce sans prise de décision effective.



**Compromis** | Un engagement est considéré comme « compromis » lorsqu'un faisceau suffisant d'éléments ou d'indices permet de considérer que sa réalisation est susceptible d'être abandonnée ou en retard.

**Abandonné** | Un engagement est considéré comme « abandonné » lorsqu'il fait l'objet d'une annonce claire d'abandon, lorsqu'une autre mesure adoptée entre en contradiction avec celle-ci ou qu'elle n'a pas été incluse dans une réforme alors que son énoncé indique clairement qu'elle participe de ce mouvement de réforme.

Ces **statuts** sont arrêtés à la date de publication de chaque Baromètre. Ils représentent une photographie de l'état d'avancement des **engagements** à ce jour précis mais ils ne portent pas un jugement définitif sur l'état d'avancement d'une **promesse** ou d'une **annonce**.

## 5 | Le système de notation

Le « Baromètre des réformes de François Hollande » attribue une note à chaque **thème** présenté ci-dessus, puis établit la note globale en tenant compte du degré de préoccupation mesuré chez les Français (sur la base de récents sondages).

### | La note par thème

Pour chacun des 30 **thèmes** présentés ci-dessus, le « Baromètre des réformes de François Hollande » établit trois indicateurs chiffrés : l'**Etat d'avancement de l'engagement**, la **Pertinence de l'engagement** et l'**Impact de l'engagement**. Les trois indicateurs comptent à parts égales dans la note finale.

**Etat d'avancement de l'engagement** | Cet indicateur mesure le point où en est la mise en œuvre de l'engagement. Il ventile les 8 **statuts** présentés ci-dessus sur une échelle de 20, son maximum à 0, son minimum :

<b>Réalisé</b>		20
<b>En cours</b>		16
<b>Amorcé</b>		12
<b>Annoncé</b>		10
<b>Altéré</b>		8
<b>En retard</b>		6
<b>Compromis</b>		4
<b>Abandonné</b>		0

L'attribution du statut **abandonné** et de la note 0/20 dans l'indicateur **Etat d'avancement** entraîne automatiquement l'attribution de la note de 0/20 aux autres indicateurs.

**Pertinence de l'engagement** | Cet indicateur mesure l'adéquation de l'engagement avec l'environnement politique, économique, social ou international qu'il va toucher. C'est sur la base des analyses développées par l'Institut Thomas More et des avis émis par des institutions crédibles et reconnues que la note

---

est attribuée. Les raisons motivant la note retenue fera systématiquement l'objet de justifications et de précisions. Cet indicateur ventile les 3 statuts présentés ci-dessous sur une échelle de 20, son maximum à 0, son minimum :

<b>Pertinent</b>		20
<b>Moyennement pertinent</b>		10
<b>Non pertinent</b>		0

**Impact de l'engagement** | Cet indicateur mesure l'impact de l'engagement sur les grands équilibres politiques, économiques, sociaux ou internationaux qu'il va toucher. C'est sur la base des analyses développées par l'Institut Thomas More et des avis émis par des institutions crédibles et reconnues que la note est attribuée. Les raisons motivant la note retenue fera systématiquement l'objet de justifications et de précisions. Cet indicateur ventile les 3 statuts présentés ci-dessous sur une échelle de 20, son maximum à 0, son minimum :

<b>Impact positif</b>		20
<b>Impact incertain</b>		10
<b>Impact négatif ou nul</b>		0

La note de chaque **thème** est calculée à partir de la moyenne des trois indicateurs. Elle est arrondie au point ou au demi-point le plus proche, selon les règles d'arrondie communément admises.

## | La note globale

La note globale du « Baromètre des réformes de François Hollande » est établie à partir de la moyenne des notes obtenues par chacun des 30 **thèmes**.